



**Syndicat
CGT
Renault Cléon**

Page Facebook CGT Cléon :
lacgt-cleon

**- Mobilisation générale
contre la casse de nos
emplois.**

Vendredi 29 mai 2020

**Ne laissons pas Senard / Delbos et le gouvernement
continuer d'assassiner Renault, la filière automobile
française et les collectivités locales !**

**Un «plan d'aide» de 5 milliards, payé avec nos impôts, pour fermer
des sites et supprimer 5000 emplois ?!!!**

Pas une journée sans nouvelles annonces dans les médias !!!

Fermeture de sites, délocalisation de la production de Maubeuge à Douai,
suppression de 5000 emplois...des fuites dans les médias, plus ou moins
«organisées», censées créer un climat d'inquiétude et de peur.

Les salariés doivent réagir, la peur doit changer de camp !!!

Si la réduction de la gamme Renault, la fermeture des Fonderies de
Bretagne, de Choisy, de Dieppe et à plus long terme de Flins et une
nouvelle cure d'amaigrissement de l'ingénierie devaient se confirmer, c'est
Renault qui est amené à disparaître de la carte automobile française et
mondiale ! N'oublions pas également que Nissan a annoncé 20 000
suppressions d'emplois, que le site de Barcelone est menacé de
fermeture...

Toutes et tous concernés(ées).

**Avec la fin de la production de l'usine de Flins et la réduction
massive de production de l'usine de Douai (Arrêt du Scénic,
Talisman, Espace), quelles conséquences pour Cléon? Aujourd'hui
Cléon fournit les moteurs thermiques (556 000 en 2019) et boîtes de
vitesses (328 000 en 2019), la production de moteurs électriques se
limitera, au mieux, à 300 000 par an.(N'oublions pas qu'il faut 7 fois
moins de personnel pour fabriquer des moteurs électriques que des
moteurs thermiques, et que dire du «bilan carbone d'un véhicule
électrique...)**Tous les sites sont concernés, tous les sites sont menacés.

**Renault n'aurait plus grand chose à proposer : la Twingo (pour combien
de temps ?), la Clio et le Captur, toutes produites en Turquie, Slovaquie et Espagne.
La France n'aurait plus que la Zoé produite à 64 000 exemplaires en 2019 à Flins (à
30 000 € sans aide gouvernementale), dans un avenir incertain sa remplaçante
produite à Douai vendue pas moins de 40 000 € et un SUV vendu pas moins de 70
000 € !**

Et dans ce schéma, ce ne sont pas seulement les usines de la Fonderie de Bretagne, de Choisy, de Dieppe et à plus long terme de Flins qui sont impactées mais toutes les activités industrielles et d'ingénierie de Renault qui risquent d'être rayées de la carte !

BLOCAGE DE LA FONDERIE DE BRETAGNE APRES LA MENACE DE FERMETURE PAR RENAULT

Depuis le lundi 25 mai, les salariés de la fonderie de Bretagne, rassemblés en assemblée générale, ont décidé de se mettre en grève contre les annonces de fermeture relayées par les médias.



Bien avant la crise sanitaire que nous traversons, la direction avait déjà annoncé qu'elle «n'excluait pas de fermer des sites, y compris en France» un choix destiné, comme toujours, à maintenir les profits à tout prix.

Les patrons de Renault annonçaient encore disposer, fin mars, de 10 milliards d'euros de liquidités. Pendant les dix années précédentes, le travail de leurs dizaines de milliers de salariés et de sous-traitants leur a permis d'accumuler 24 milliards d'euros de profits !

De telles sommes, qui ne sont rien d'autre que les richesses accumulées grâce à tous ces travailleurs, sont bien plus que suffisantes pour maintenir intégralement leurs emplois et leurs salaires.

C'est aux actionnaires de Renault de prendre sur ces profits accumulés afin de faire face aux aléas de l'économie.

Les travailleurs de Renault, les travailleurs intérimaires auxquels l'entreprise a régulièrement recours, les travailleurs des nombreuses entreprises sous-traitantes qui en dépendent, ne peuvent accepter de perdre leur emploi du fait des hauts et des bas d'une économie capitaliste au fonctionnement de plus en plus chaotique.

Il va falloir une mobilisation générale contre la logique capitaliste des patrons de Renault et du grand patronat en général, qui prépare aujourd'hui de nombreux plans de licenciement et envisage froidement de jeter des milliers de salariés à la rue.